

[NOTE: CHECK AGAINST DELIVERY]

**Allocution prononcée lors de la cérémonie de clôture
XVe Conférence internationale sur le SIDA :**

Prendre de l'avance sur l'épidémie

Bangkok, 16 juillet 2004

Discours de

**Peter Piot,
Directeur exécutif de l'ONUSIDA**

Monsieur le Ministre, Monsieur le Premier Ministre, Honorable Présidente de l' *United Progressive Alliance*, Madame Sonia Gandhi,

Excellences, Collègues et Amis,

Je vous remercie d'avoir mené à bien une conférence impressionnante. Même si vous avez peine à me croire, j'y ai pris grand plaisir.

Le contexte de cette conférence diffère essentiellement de celui de toutes les autres réunions de ce genre. Je suis convaincu, profondément, que nous avons pour la première fois une chance de prendre de l'avance sur l'épidémie. Nous le devons tant aux progrès de la science qu'à l'activisme de la décennie écoulée. Mais le défi persiste ; et nous devons encore agir plus et mieux sur l'un et l'autre plan afin d'arriver à un succès complet.

En ce qui me concerne, le leitmotiv de cette semaine me semble être que nous devons assumer nos responsabilités. Le Président Mandela, Mesdames Sonia Gandhi et Graça Machel nous l'ont dit clairement et sans détour au cours de cette session. Nous avons maintenant une responsabilité commune : faire travailler l'argent au service des populations.

C'est là une chance qui ne se répétera pas, et notre façon d'y répondre marquera fondamentalement l'avenir. Si nous ne nous vouons pas corps et âme au service d'une meilleure identification des pays et des communautés à la lutte contre la maladie, nous risquons le chaos d'ici dix ans. Si nous n'assurons pas des investissements sérieux en matière de compétences humaines et institutionnelles, nous n'aurons fait que poser des emplâtres sur une jambe de bois. Si nous ne consacrons pas à mettre à niveau nos activités de prévention toute l'énergie et toute la passion que nous consacrons au traitement, « l'accès pour tous » restera un rêve irréalisable.

Laissez-moi vous dire ce que, d'après moi, nous devons faire.

Tout d'abord, il faut que les activités appartiennent aux exécutants. Nous ne pouvons plus imposer des stratégies de l'extérieur. Il nous faut prendre en compte les besoins tels qu'ils sont définis sur place et laisser le personnel responsable accomplir sa tâche. Mais dans beaucoup de pays la réalité aujourd'hui est toute différente : d'innombrables missions donatrices de fonds pour le SIDA, quantité de cadres d'évaluation, des mécanismes de coordination rivaux, des flambées d'ateliers et de réunions, et une montagne de papiers.

Les coûts de la fragmentation—en argent et en vies humaines—ne sont que trop réels. Devant l'afflux de nouveaux participants et de nouveaux fonds, nous devons d'urgence transformer le concept des « Trois Principes » en une réalité.

Ensuite, les compétences. Un des défis les plus graves que nous devons affronter consiste à renforcer les compétences qui permettent d'assurer traitement et prévention aussi bien maintenant que dans dix ans et dans vingt ans. Il faut que chaque projet SIDA inclue ce type d'investissement et renforce les compétences de la communauté, et pas seulement celles des institutions médicales.

Enfin, la prévention. Au rythme actuel, huit millions de personnes seront infectées par le VIH entre aujourd'hui et la date-butoir fixée par l'Initiative « 3 x 5 ». Sans un accroissement radical des efforts de prévention, il n'est tout simplement pas possible de continuer à traiter.

Bien sûr, il nous faut des préservatifs et des aiguilles stériles, mais il nous faut aller plus loin. Bien plus loin. Ce qui implique de promouvoir l'éducation des filles et l'égalité pour les femmes, comme le fait la Coalition mondiale sur les Femmes et le SIDA. Ce qui implique d'insister sur les droits humains et la dignité de tous et de toutes. Ce qui implique de rompre le cercle vicieux de la pauvreté, du manque de nourriture et de l'infection à VIH. Ce qui implique d'entraîner les jeunes et les personnes vivant avec le VIH au cœur de la riposte. Ce qui implique d'éviter le piège que constitue la surmédicalisation de la prévention. Notre riposte ne sera couronnée de succès que dans la mesure où elle inclut tous ces aspects.

Lors de la Conférence de Durban j'ai plaidé pour que nous passions du mot « millions » au mot « milliards » quand nous parlions des sommes en dollars requises par la lutte contre le SIDA. La plupart du temps, on m'a répondu que c'était là une plaidoirie irresponsable, mais nous en sommes aujourd'hui à près de six milliards de dollars.

Le Fonds mondial est maintenant bien dans la course—le Gouvernement des Etats-Unis, le Japon, les Etats Membres de l'Union européenne et la Banque mondiale apportent à cet effort des ressources considérables. Cette semaine encore, nous avons entendu les nouveaux engagements de l'Australie, du Canada, du Royaume-Uni, de la Thaïlande, de la Commission européenne et de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Pour le traitement, il nous faudra aussi changer d'ordre de grandeur, et passer des milliers aux millions. Il me semble que l'Initiative « 3 x 5 » est déjà en train de modifier la dynamique de notre approche au SIDA.

Passons maintenant à un élément qui est encore peu étudié, à savoir notre programme à long terme. Même si les priorités que je viens de discuter sont critiques, elle font dans l'ensemble partie d'un programme de riposte.

Il nous faut maintenant passer de la tactique à la stratégie et assurer aussi bien l'investissement à long terme que la gestion réactive de la crise que nous pratiquons actuellement. Je n'en ai pas beaucoup entendu parler lors de cette conférence, mais cela est essentiel. Permettez-moi de préciser quelque peu :

Nous devons tout d'abord faire face au problème du financement adéquat de notre riposte. Avec le Secrétaire général Kofi Annan, je fais appel à tous les pays donateurs pour qu'ils concrétisent leur contribution, y compris ce qui est destiné au Fonds mondial—et à tous les pays en développement pour qu'ils accordent la priorité au SIDA dans leurs allocations budgétaires.

Mais, pour encourager le flot de milliards requis, il nous faudra :

- fournir des résultats,
- conserver l'appui des grands courants d'opinion publique dans les pays riches, et
- reconnaître que nous devons consacrer des fonds spéciaux à la lutte contre le SIDA pendant bien des années.

Nous devons aussi bien recourir à des approches multiples qu'explorer de nouvelles voies pour assurer une mobilisation maximale des ressources. La conversion de la

dette publique des pays en développement au bénéfice de l'action contre le SIDA apparaît là comme une ressource évidente.

La dette paralysante de l'Afrique—les 15 milliards de dollars qui disparaissent annuellement comme dans un puits—doit être allégée. Cette somme représente quatre fois le total des dépenses consacrées à la santé et à l'éducation—pierres angulaires de la riposte au SIDA.

En deuxième lieu, il nous faudra investir plus rapidement dans les domaines désespérément urgents des vaccins et des microbicides, ainsi que pour de meilleurs traitements.

Troisièmement, il faut que nous cessions de nous leurrer : l'accès au traitement aujourd'hui a des conséquences pour l'avenir, comme nous l'a dit mon collègue et ami J.W. Lee. Un nombre croissant de personnes devront suivre un traitement leur vie durant, et il faudra assurer de par le monde l'accès aux traitements de deuxième génération, plus coûteux. En même temps donc que nous assurons les activités d'urgence, il nous faut aussi planifier un effort soutenu.

Le SIDA est loin d'être une maladie chronique comme les autres. Même si l'accès universel au traitement contre le VIH représente ce que nous pouvons faire de mieux contre la stigmatisation, l'impact du traitement sera limité tant que la stigmatisation hantera les personnes qui vivent avec le VIH.

Le quatrième des défis à long terme réside dans le fait que nous commençons à peine à entrevoir comment le SIDA affecte de façon fondamentale la structure même des sociétés, et comment les sociétés les plus atteintes devront faire face à des situations aussi critiques que la présence de millions d'orphelins, d'enfants chefs de famille, d'écoles sans enseignants, d'Etats sans revenus fiscaux, de champs en friche faute de fermiers, du nombre croissant de personnes vivant en état de pauvreté extrême.

Et enfin, le monde devra accepter une fois pour toutes le caractère exceptionnel du SIDA. Cette crise n'a tout simplement pas de précédent historique—et ne nous berçons pas d'illusions en nous disant que d'ici quelques années le monde sera comme avant le SIDA ! En un mot, mes amis, le SIDA a réécrit les règles du jeu. Si nous voulons gagner, nous devons à notre tour réécrire ces règles. A danger exceptionnel, mesures d'exception, qu'il s'agisse de financement, de développement, de commerce international, de stratégies pour l'activisme, de la façon dont sont assurés les services publics ou de plafonds fiscaux.

Il nous faut donc élaborer dès maintenant ces stratégies à plus long terme, sous peine de nous voir livrés au découragement et à la démobilisation, et de n'atteindre que des résultats à court terme—dans le meilleur des cas. A long terme, la réponse au SIDA demandera encore plus de cerveaux parmi les meilleurs, encore plus d'entrepreneurs parmi les plus créatifs, encore plus de dirigeants parmi les plus résolus. Avec l'ONUSIDA, je prends l'engagement de faire face avec vous à ces priorités.

Il faut par-dessus tout que chaque communauté réécrive les règles qui lui permettent de prendre en compte les problèmes délicats qui sont au cœur de l'épidémie—les rapports sexuels, l'homosexualité, le commerce du sexe, la consommation de drogues, le viol, les spécificités des hommes et des femmes, la masculinité.

Mais certains parmi les défis les plus importants auxquels nous devons faire face aujourd'hui sont de notre propre fait : les obstacles bureaucratiques, l'injustice liée à la stigmatisation, les rivalités, le manque de cohérence, l'échec du leadership politique.

Ce n'est pas le moment de laisser les ordres du jour institutionnels nous séparer. Nous poursuivons tous les mêmes buts, et nous devons travailler ensemble—chacun de nous au mieux de ses richesses individuelles. Aujourd'hui, je répète solennellement mon engagement personnel—et celui de tous les membres de la famille ONUSIDA—à en agir ainsi.

N'oublions pas, mes amis, que nous tenons en mains tous les outils nécessaires pour changer le cours de cette épidémie. Mais sommes-nous vraiment désireux de changer nos comportements institutionnels ? Sommes-nous prêts à affronter ces défis de façon radicale ? A laisser nos bannières derrière nous ? Chaque personne ici présente pourra apporter une partie de la réponse. Mais si nous n'avons pas la volonté de répondre affirmativement, nous échouerons lamentablement et en masse.

C'est après tout une des leçons apprises au cours des vingt années écoulées que nous n'avançons jamais et que nous perdons du temps quand nous tergiversons avant d'agir, quand nous faisons preuve d'indécision, quand nous agissons en ordre dispersé, quand nous ne respectons pas le droit des personnes, quand nous abandonnons l'approche scientifique pour pousser des projets qui nous font « chaud au cœur ».

Nous avons combattu durement pour obtenir de l'argent, et nous continuerons à nous battre pour en avoir plus, mais il nous faut maintenant combattre tout aussi fermement pour que cet argent soit mis au service des populations.

Merci.